

IMPRESSIONS D'UN PROVINCIAL

Beaucoup d'entre nous ont été témoins, dans les assemblées du Parti, de certaines manœuvres, telles que racolages de mandats, discussions escamotées, tout à fait propres à nous inspirer quelque modestie en ce qui regarde le fonctionnement de notre démocratie intérieure. Mais, pour ma part, je n'ai jamais éprouvé d'impression plus pénible qu'au cours de notre dernier Conseil national.

Imaginez un discours de Léon Blum durant environ une heure, et concluant à ce qui est plutôt une nouveauté dans le Parti : le ralliement à l'union nationale. Paul Faure prend alors la parole pour réclamer un vote sans débats. Il faut les protestations indignées d'un certain nombre de délégués pour arracher, non sans marchandages, un droit de parole de cinq minutes à raison d'un orateur par tendance. Sur quoi Zyromski monte à la tribune pour immoler la *Bataille socialiste* sur l'autel de l'union sacrée; Hérard réussit dans le même temps (et je lui en exprime ici ma vive admiration) à faire entendre à une salle houleuse que de telles pratiques sont la mort du Parti socialiste, et Paul Faure s'octroie à lui-même cinq minutes supplémentaires pour demander maintenant un vote d'unanimité!

Voilà, fidèlement résumé, ce qui fut le Conseil national du 12 mars. Une heure dix environ aux amateurs de front national, cinq minutes à l'opposition : c'est ce que nous pourrions opposer désormais au « monolithisme » du Parti communiste ou au « parlement » du colonel de La Rocque.

Croit-on vraiment servir la démocratie en réclamant pour un homme, quel que soit son talent « un mandat sans limite » ou en déclarant, comme le fit Paul Faure, que « l'heure n'est plus aux parolotes »? Qu'ont dû penser le facteur de Pézenas et le pharmacien de Brive-la-Gaillarde en voyant leur défenseur attiré rejoindre le camp adverse?

Ce qu'ils pensent, ils *exigeront* sans doute le droit de le proclamer bien haut, à la tribune de notre prochain congrès. D'ici là, certains secrétaires fédéraux auront le temps de s'apercevoir que leurs organisations ne sont pas aussi unanimes dans l'acceptation du bloc national, qu'ils ont bien voulu le manifester par leurs votes. Au surplus, les événements eux-mêmes se chargeront, hélas! de dissiper les dernières illusions.

Car (et c'est toujours là qu'il faut en revenir) les irrégularités dans le vote seraient incompréhensibles sans une appréciation inexacte de la situation. Elles ne font que traduire le flottement dans les conceptions, le désarroi, pour ne pas dire la panique, devant les événements qui montent.

**

Et d'abord Blum a échoué dans sa tentative d'union sacrée.

Echec si peu surprenant que nous étions plusieurs à le prévoir, à la sortie du Conseil national. Comment Blum a-t-il pu espérer que la droite se rallierait à l'union sacrée sous l'influence du péril extérieur, alors que dans l'affaire d'Espagne, qui nous menace beaucoup plus directement, elle a pris soin de nous aviser d'avance qu'elle ne marcherait pour rien au monde? Il ne faudrait tout de même pas oublier qu'une bonne partie de nos réactionnaires est nettement germanophile et

surtout hitléroophile. Pour eux, l'union sacrée ne peut avoir qu'un sens : à l'extérieur alliance avec tous les fascismes, à l'intérieur écrasement du mouvement ouvrier, c'est-à-dire très exactement le contraire de ce que leur proposait Léon Blum.

C'était donc manquer d'objectivité, c'était s'embarquer dans une entreprise utopique que de vouloir faire le Rassemblement de la Nation autour du Rassemblement populaire. Les antagonismes de classes existent, qu'on le veuille ou non. C'est pourquoi, dans un pareil régime, l'idée même d'union nationale relèvera toujours de la chimère.

J'entends bien que les malins ne manqueront pas de nous objecter que Blum s'est livré là à une simple manœuvre, qu'il s'agissait de prendre la droite à son propre piège, et qu'il nous est facile d'accuser aujourd'hui M. Flandin d'avoir failli à son vieil idéal.

Mais, tout d'abord, est-il bien sûr que Blum n'était pas sincère en parlant d'union nationale? Pour ma part, je n'en crois rien. Son ton même, la ténacité avec laquelle il s'est accroché à son rêve témoignent déjà d'une conviction profonde. Mais il y a plus : Blum n'a nullement attendu l'Anschluss pour lancer la formule « de Paul Reynaud à Maurice Thorez ». Et si, au Conseil national, il s'est défendu d'avoir persévéré dans cette première tentative après le vote hostile des représentants de nos fédérations, il n'a pas eu le même scrupule comme directeur du *Populaire*, puisqu'il publiait, en première page, un article de Dormoy préconisant, en rase campagne, le ralliement au bloc national.

Au surplus, on voudra bien observer que, sincère ou non, l'idée présente des dangers incomparablement plus lourds de conséquences que des avantages illusoire. On a établi, en guise de tout, que Flandin ne veut pas d'union nationale avec les marxistes? Pardon! ne le savait-on pas déjà? Pour mettre les choses au mieux, supposons que quelques nationalistes sincères se rangent sous notre houlette; que dans l'élection de Céret, par exemple, la légère progression de nos voix soit due, non à une fidélité presque désespérée de la masse du Rassemblement populaire, mais à une approbation de la nouvelle orientation du Parti : songe-t-on au déficit formidable qu'il nous faut enregistrer par ailleurs?

Tout d'abord la droite, complètement désemparée par les élections de mai 36, redresse la tête avec plus d'audace que jamais. Les politiciens, dont nous avons failli faire des ministres, que nous avons accompagnés à l'Elysée, jouent les augures, se posent en conseillers et en redresseurs de torts. Ils ne manquent pas de faire ressortir qu'ils avaient réclamé l'union nationale bien avant Blum, que, par suite, ils sont plus qualifiés que lui pour la réaliser vraiment. Naturellement, ils se préparent avec fièvre à cette éventualité, et Rivet pouvait écrire dernièrement que le ministère qui doit succéder à Blum est déjà tout préparé dans la coulisse avec quelques généraux de derrière les fagots qui se chargeront de nous apprendre, si nous l'ignorons encore, ce que c'est que le rassemblement au pied du drapeau.

Car le terrible, dans cette idée d'union nationale, c'est qu'une fois lancée elle fait son chemin toute seule. Elle ne tarde pas à vivre

de sa vie propre, s'alimentant de tous les bas instincts qu'elle peut racoler sur son passage. Voici, par exemple, les radicaux cantaliens qui sont sortis du Rassemblement populaire à l'occasion des cantonales pour la commodité de leurs tripataillages électoraux : ils nous expliquent aujourd'hui que c'est l'Anschluss qui commande leur attitude, que de graves nécessités nationales, etc., etc.

Ces gens-là tolèrent momentanément Blum au pouvoir à titre de racoleur pour la thèse du Rassemblement national, parce qu'il est en situation d'agir sur des milieux jusqu'ici réfractaires à une pareille propagande. C'est lorsqu'il aura suffisamment accoutumé les esprits au nouvel ordre de choses, lorsqu'il aura suffisamment travaillé pour le roi de Prusse, que les conjurés dévoileront leurs batteries. Alors, il suffira de quelques grèves fomentées par le grand patronat, d'une obstruction savamment organisée au Sénat pour désarçonner ce gouvernement de transition et ouvrir la voie à un grand ministère de front patriotique.

Bien plus, l'hypothèse de l'union nationale ne pèse-t-elle pas déjà lourdement sur le cabinet de Rassemblement populaire que Blum s'est résigné à constituer à son corps défendant? Les communistes en sont absents, ce qui représente une belle concession au veto radicalo-réactionnaire. Toute l'activité du gouvernement est littéralement pompée par la préparation de la guerre, et à cet égard un cabinet Pétain aurait du mal à faire mieux. Qui ne voit enfin qu'un ministère de Rassemblement populaire constitué à titre de pis aller, simplement parce qu'on n'a pas pu faire mieux, manque vraiment de dynamisme et ne rappelle que d'assez loin le premier ministère Blum porté par le grand courant populaire de mai 36?

Le plus grave, c'est que ce cabinet n'ose prendre aucune initiative en matière de politique extérieure, et c'est un signe bien inquiétant qu'à part une courte phrase sur la non-intervention, « qu'on ne peut plus pratiquer comme elle l'a été jusqu'ici », Blum n'ait pas dit un mot au Conseil national sur ce qui est devenu le problème capital de ce temps. En fait, tout se passe comme si le Parti socialiste s'était rallié à l'impérialisme des auteurs du pitoyable traité de Versailles, comme s'il avait renié sa solide position révisionniste.

D'abord, pourquoi cette panique après l'Anschluss? Ne l'avons-nous pas assez réclamé jadis? On peut penser, certes, qu'il eût été plus habile de concéder gracieusement à un Hermann Muller ce que nous venons de laisser conquérir par Hitler. Mais il faudrait être bien ignorant pour escompter que le monde pouvait s'opposer éternellement au puissant courant d'unité qui entraînait l'Autriche vers l'Allemagne.

C'est pourtant cette même erreur que nous sommes en train de recommencer, en l'aggravant, dans le cas des Sudètes. Je dis en l'aggravant, parce que la France, l'Angleterre et l'U.R.S.S. viennent de déclarer qu'elles étaient prêtes à entrer en guerre si Hitler pénétrait en Tchécoslovaquie. Cependant voilà trois millions d'Allemands qui prétendent rejoindre la mère-patrie. En vérité, nous avons peut-être mieux à faire que de maintenir par la force des armes les Alsace-

Lorraine qui pullulent dans notre monde absurde.

Au fond, deux attitudes sont possibles dans la conjoncture actuelle : ou bien se préparer activement à la guerre qu'on estime inévitable et la déclarer au besoin dès que les conditions paraîtront favorables, ou bien préparer la paix par une révision pacifique des traités impérialistes, fondée sur le referendum et servant de base au désarmement général.

Bon gré, mal gré, c'est à la première solution que nous entraîne la politique actuelle. Non que Léon Blum et ses collaborateurs veuillent la guerre. Mais céder aux prétentions hitlériennes en se donnant l'air de leur résister, c'est développer une atmosphère belliqueuse, tout en perdant le bénéfice moral des justes concessions spontanément consenties.

En quoi nous affaiblirions-nous en reconnaissant d'avance ce qui est inévitable et ce qui aura d'ailleurs l'apparence du droit tant qu'aura cours le principe des nationalités? Blum faisait jadis ce raisonnement qui à nos yeux garde toute sa valeur : ou bien Hitler acceptera nos propositions concrètes et substantielles de paix, et dans une Europe assainie on pourra pour la première fois parler utilement du désarmement général, ou bien il empochera sans vouloir désarmer, mais alors nous l'aurons « dégonflé » auprès de ses partisans, en Allemagne et hors de l'Allemagne; nous aurons notamment reconquis l'amitié des Etats-Unis qui se sont détournés de nous en voyant Clemenceau transformer « la guerre du droit » en guerre de rapine.

C'est alors, si cette dernière chance de paix s'avérait inefficace, que nos gouvernements pourraient, avec quelque apparence de raison, nous parler d'armements. Nous ne disons pas que nous les suivrions dans cette voie qui demeurerait, malgré tout, celle de la barbarie, mais enfin il serait fondé à nous dire : « Voyez, j'ai tout tenté; la guerre est maintenant fatale. » Mais s'embarquer dans une politique de prestige sans avoir essayé cette chance suprême, nous disons que c'est de la folie, pour ne pas dire que c'est un crime.

J'entends bien que ce n'est pas Blum qui déclarera la guerre. Mais son successeur aura-t-il les mêmes scrupules? Nous sommes en train de forger à son intention toutes les conditions objectives d'un conflit : une Europe impossible, des stocks d'armements flambant neufs, une bonne psychose guerrière pour les faire fonctionner. Quand Blum s'en va répétant que son gouvernement, que même l'union nationale dont il rêvait, avait pour but principal d'empêcher la guerre, je ne puis m'empêcher d'évoquer l'exclamation vengeresse de notre ami Broussaudier au Conseil national : « La mobilisation n'est pas la guerre! »

**

Hélas! j'ai peur qu'il soit bien tard pour redresser une situation aussi compromise. Mais quel est celui d'entre nous qui oserait marchander son temps, sa santé même, devant l'enjeu formidable qui est celui de la lutte? Rassemblement donc, autour de la G. R., rassemblement immédiat de tout ce qui subsiste dans le Parti de pacifistes convaincus. Et ici je m'adresse plus spécialement à nos camarades de province qui sont demeurés trop longtemps, comme moi-même, des spectateurs ou des acteurs intermittents dans le heurt des tendances.

BOLCHEVISME ?

Quand Marceau Pivert lut au Conseil national cette phrase de notre « déclaration » : « *La Gauche révolutionnaire proclame qu'il n'est pas de devoir de défense nationale pour la masse des travailleurs tant que ceux-ci n'ont pas conquis la direction économique et politique du pays* », plusieurs délégués s'écrièrent avec une stupeur horrifiée : « C'est du bolchévisme! »

Qui sait même si les plus indignés ne furent pas ces anciens communistes qu'on trouve par dizaines parmi les officieux et les conformistes et qui bénéficient d'une amnistie totale, d'un oubli souriant et cordial de leurs « fautes » passées. (Tandis qu'un ex-communiste demeuré fidèle aux principes révolutionnaires semble, dans le Parti socialiste, marqué d'un ineffaçable stigmate!)

« C'est du bolchévisme! »
Dire que baser une animation de l'économie sur une intense production d'armements est une folie... c'est du bolchévisme.

Dire que cette politique d'armements ne résout rien et ne fait que rendre la guerre plus probable... c'est du bolchévisme.

Dire que l'adage : « *si vis pacem...* » est une vieilleries sanglante et grotesque : bolchévisme.

Dire que vitupérer les entreprises belliqueuses des fascismes cependant que les démocraties leur vendent l'indispensable pétrole est une hypocrisie : bolchévisme aussi.

Que Hitler réarme avec du minerai envoyé par le très français Comité des Forges : bolchévisme encore.

Prétendre qu'en 1914 nous nous sommes battus pour une cause qui n'était pas la nôtre, que l'union sacrée a été à la fois une trahison et une duperie, que les véritables et sordides motifs de lutte entre capitalistes se cachaient sous les vocables : « Guerre du Droit et de la Civilisation... » « Dernière des Guerres... » Glorifier les minoritaires, Kienthal, Zimmerwald... pas de doute : bolchévisme caractérisé.

Affirmer qu'à l'heure actuelle, les grandes formules idéologiques masquent de concrètes réalités économiques et coloniales, qu'au fond il s'agit moins de « Démocraties » et de « Fascismes » que de débouchés et de matières premières : bolchévisme chronique!

Dire que porter la liberté par les armes est une erreur; que défendre ses libertés en commençant par les perdre sans espoir de les récupérer (état de siège, censure, etc...) est une politique de Gribouille : bolchévisme toujours.

Dénoncer le pseudo-intérêt national, patriotique, et ne vouloir connaître que l'intérêt de classe (alors que la bourgeoisie elle-même en convient et professe un patriotisme conditionnel) : bolchévisme.

Refuser de se faire tuer pour la constitution de 1875 et les deux Chambres, ainsi que pour un régime qui exploite les travailleurs et enrichit les trusts. Affirmer que nous ne nous battons que pour défendre une cause à nous, un Etat à nous, une économie à nous, au lieu d'être les mercenaires bénévoles (et condamnés) de nos maîtres : c'est du bolchévisme, on vous le dit, on vous le répète.

Car le Parti socialiste est maintenant, tout comme son frère le P. C., patriote, voire professeur de patriotisme et d'un patriotisme ombrageux.

Pour quoi il supporte mal les « bolchévistes » de la G. R., et mettra sans doute à la porte ces mauvais Français, ce gibier de Carnet B, ces utopistes ou ces « criminels » (sic) qui veulent bien mourir s'il le faut pour la Révolution, mais refusent énergiquement de pourrir sur les barbelés au profit de la Banque et de la Métallurgie...

Lucien HERARD.

Lire à la page 16 l'AVIS IMPORTANT concernant la diffusion, l'expédition et les abonnements des « Cahiers Rouges ».